

payer un prix tout à fait inconsidéré aux actionnaires américains et étrangers de la Pacific Petroleum.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Il se trouve par hasard que le budget déposé et approuvé pour la SCHL s'élève à 1.356 milliards de dollars, soit à peu près le même montant que celui qui sera affecté à l'acquisition de la Pacific Petroleum. Les prévisions budgétaires de la SCHL sont toutefois différentes. Aux termes de l'article 43 de la loi sur le logement public qui la constitue en corporation, elle prévoit de construire 5,750 unités de logement, et elle prévoit de construire 1,910 unités de logements publics aux termes de l'article 40 de la même loi. Elle a l'intention de subventionner les suppléments de loyer de 11,200 unités et aux termes de l'article 40 d'un autre article elle a le droit d'aider financièrement la construction de 1,300 autres unités de logement loués. Comme société que l'on appelle parfois entreprise à but non-lucratif, la SCHL pourra fournir 3,700 unités de logement. Dans l'ensemble, grâce à son budget qui équivaut presque à celui de la Pacific Petroleum, elle pourra construire 23,860 unités de logement. Non seulement peut-elle apporter ce genre de soutien financier, mais elle pourra aussi aider les municipalités à mener à bien leurs programmes d'aqueduc et d'égouts et de planification régionale dans les zones urbaines.

Je prétends que si ces 1,400 millions de dollars—qui, on peut le supposer, ont été approuvés par le cabinet—avaient été affectés la SCHL ou à un autre organisme pour faciliter l'accession à la propriété, ils auraient permis de construire 23,860 logements de plus en laissant encore près de 100 millions de dollars qui auraient pu aider nos municipalités à résoudre leurs problèmes d'assainissement, d'adduction d'eau et d'urbanisme. C'est dans cette optique qu'il faut examiner cela. Il y a toutes sortes de choses qu'un gouvernement peut avoir envie de faire, mais il faut s'occuper de ce qui est important. Voici ce que nous disons donc au gouvernement et à ses alliés qui siègent à notre gauche: si vous voulez emprunter 1.4 milliard de dollars au nom de l'État, que ce soit pour autre chose que l'acquisition d'une société pétrolière rentable, qui met nos gisements en valeur et qui fait travailler des Canadiens. Cette acquisition ne nous donne pas un seul emploi de plus, et n'augmente pas la production canadienne d'un seul baril de pétrole ou d'un seul pied cube de gaz.

Il y a d'autres exemples que je pourrais citer. Je parlais tantôt de la Société pour l'expansion des exportations qui, elle aussi, emprunte tant qu'elle peut. Mais elle s'est bien gardée de faire figurer ces emprunts dans les comptes qu'elle nous a soumis. Le budget d'établissement de la Société pour l'expansion des exportations est de 2.4 milliards de dollars pour l'année en cours. Cet argent lui sert à financer la construction en Pologne d'usines de pâtes et papiers qui finiront par concurrencer les nôtres. Elle finance la réalisation de projets analogues à Cuba, voire même d'aciéries américaines. Les députés imaginent sans peine tout ce que cet argent pourrait accomplir s'il était dépensé pour moderniser les flottes de pêche du Pacifique et de l'Atlantique, aider à réaliser les infrastructures nécessaires, améliorer les installations de transport du grain dans l'Ouest, aider les régions urbaines, par exemple en réali-

sant le réseau express dont Vancouver a besoin, et en améliorant la situation des transports de banlieue à Toronto.

On n'en finirait plus d'énumérer les bévues et les bourdes du gouvernement, mais il faut consigner encore une fois ce que mon parti va réaliser. Le but premier du gouvernement Clark sera de rétablir la confiance de tous les Canadiens envers notre économie.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Et pour cela, il faudra d'abord admettre qu'après dix ans de mauvaise gestion, cinq ans au moins seront nécessaires pour relancer l'économie, pour lui redonner du tonus. Il va donc falloir montrer non seulement ce qui nous attend devant nous dans le tunnel, mais aussi ce qu'il y a à l'autre bout. Et il est permis d'espérer qu'à l'autre bout, le soleil luira mieux. En deux mots, par notre exposé que nous présenterons le soir de notre premier budget, nous définirons le plan que nous suivrons pour reprendre en main les dépenses et pour stimuler convenablement l'économie, afin d'augmenter les revenus. D'abord nous réduirons le déficit, puis nous accorderons d'importantes réductions d'impôts aux Canadiens, qui en ont besoin.

● (1252)

Un des points qu'un de mes collègues fera ressortir, c'est cette dure réalité, à savoir que le Canadien moyen paie aujourd'hui au dessus de 20 p. 100 d'impôt de plus que son homologue américain, et cela, malgré tout ce qu'a cherché à nous faire croire, hier soir, le ministre des Finances. Cela ne peut pas durer. La Commission Carter a bien précisé il y a longtemps que c'était déjà un problème de plus en plus marqué. C'est une des raisons qui nous font dire que le gouvernement a fait preuve de négligence en ne créant un programme de déductibilité fiscale des intérêts hypothécaires, et des impôts fonciers municipaux. C'est en tout cas la voie que notre parti compte prendre.

En ce qui concerne les dépenses gouvernementales, un moyen de faire des économies appréciables serait de ne pas embaucher 20,000 fonctionnaires de plus par année, comme le propose le président du Conseil du Trésor (M. Andras). Nous économiserions environ 1.7 milliard de dollars par année. En supprimant également certains de ces contrats que le gouvernement aime distribuer à la ronde, particulièrement à ses amis politiques, nous économiserions encore un quart de milliard de dollars...

M. Andras: Certainement pas.

M. Stevens: Le président du Conseil du Trésor le nie énergiquement. S'il siège dans l'opposition quand nous formerons le gouvernement, j'espère qu'il se lèvera pour nous dire «Vous y avez réussi et je ne pensais pas que cela serait possible.»

Une voix: Il ne sera pas ici.

M. Andras: ... avec les accords de main-d'œuvre et tout le reste. Vous en êtes encore à ce petit jeu.

M. Stevens: On voit que le président du Conseil du Trésor n'aime pas s'entendre dire la vérité en face.

M. Andras: C'est rare, venant de ce côté-là de la Chambre.